

# DÉPARTEMENT DU DOUBS

ARRONDISSEMENT  
de BESANÇON

## OBJET :

**AVENANT N°1 DU CONTRAT DE  
CONCESSION : MODIFICATION  
DE L'ARTICLE 49 B**

**Délibération n° 2025/10**

## MEMBRES :

En exercice : 40

Présents : 24

Représentés : 4

Présents et représentés ayant pris  
part à la délibération : 28

Absents excusés : 15

Absents : 4

## RÉSULTAT DU VOTE :

Pour : 28

Contre : 0

Abstention : 0

## DATE DE LA CONVOCATION :

**21 mars 2025**

## NOTA :

Cette délibération sera publiée en  
avril 2025 sur [www.syded.fr](http://www.syded.fr).

# SYDED

(Syndicat mixte d'énergies du Doubs)  
33 rue Clément Marot  
25000 BESANÇON



## EXTRAIT

du registre des délibérations du comité syndical

## Séance du 28 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq,  
Le 28 mars à 17 heures 30

Le comité syndical du SYDED s'est réuni au SYDED, 33 rue Clément Marot, à Besançon, après convocation légale, sous la présidence de Patrick CORNE, Président.

Secrétaire de séance : Daniel GRANJON.

**Étaient présents :** Christophe **ANDRÉ**, Émile **BOURGEOIS** (*pouvoir de Henri BERMOND*), Patrick **CORNE** (*pouvoir de Yves GAMELON, ne prend pas part au vote des délibérations 4, 5, 6 et 7*), Claude **COURVOISIER**, François **CUCHEROUSET** (*à compter de la délibération 3*), Lorine **GAGLIOLO** (*à compter de la délibération 3*), Daniel **GRANJON** (*pouvoir de Magali DUVERNOIS*), Jean-Marc **GROSJEAN** (*suppléant de Daniel DEFASNE*), Denis **JACQUIN** (*suppléant de Jean-Michel CAYUÉLA*), Michel **LAURENT**, Roland **MARTIN**, Christian **METHOT** (*suppléant de Carole THOUESNY*), Yves **MOUGIN**, Anthony **NAPPEZ**, Benoit **PARENT**, Laurent **PETIT**, Yannick **POUJET**, Franck **RACLOT**, Jean-Marie **SAILLARD**, Marc **TIROLE** (*ne prend pas part au vote de la délibération 3*), Olivier **TRAVERSIER** (*pouvoir de Jacques DEMANGEON*), Pierre **VAUFREY**, Ghislaine **VUILLIER**, Marie **ZÉHAF** (*à compter de la délibération 3*).

**Étaient excusés :** Henri **BERMOND** (*pouvoir à Émile BOURGEOIS*), Frédéric **CARTIER**, Jean-Michel **CAYUÉLA** (*suppléé par Denis JACQUIN*), Charlène **CERUTTI**, Daniel **DEFASNE** (*suppléé par Jean-Marc GROSJEAN*), Jacques **DEMANGEON** (*pouvoir à Olivier TRAVERSIER*), André-Marie **DEPOUTOT**, Pascal **DUCRET**, Magali **DUVERNOIS** (*pouvoir à Daniel GRANJON*), Yves **GAMELON** (*pouvoir à Patrick CORNE*), Maurice **GROSSET**, Yves **GUYEN**, Jean-Emmanuel **LAFARGE**, Évelyne **MERCIER**, Carole **THOUESNY** (*suppléée par Christian METHOT*).

**Étaient absents :** Laurent **CROIZIER**, Ludovic **FAGAUT**, Aymeric **MAIRE**, Didier **PAINEAU**.

Monsieur le Président a déclaré la séance ouverte.

La FNCCR, France Urbaine et Enedis ont souhaité sécuriser juridiquement les stipulations de l'article 49 B du cahier des charges de concession « modèle 2017 » qui encadre la fin de la concession tout en préservant l'équilibre global du contrat selon les règles générales applicables aux concessions.

La rédaction issue de ces discussions, dont l'avenant n°1 se trouve en annexe, vise à garantir le droit du concessionnaire d'obtenir réparation des préjudices liés à la fin du contrat, notamment celui lié à la perte de rémunération propre au cas de fin anticipée, sans que cette indemnité constitue une libéralité de la part de l'autorité concédante.

La rédaction de cet avenant a été convenue dans le respect du modèle concessif péréqué de la distribution publique d'électricité. Le déploiement de cette nouvelle rédaction donne lieu à la conclusion d'un avenant au contrat de concession par chaque autorité concédante.

Le comité syndical, après avoir entendu l'exposé du Président Patrick CORNE, et en avoir délibéré, décide à l'unanimité des présents et représentés ayant pris part à la délibération :

- ▶ **De valider le projet d'avenant n°1 au contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente relatif à la modification de l'article 49 B ;**
- ▶ **D'autoriser le Président à signer l'avenant précité.**

Fait et délibéré en séance, les jour, mois, an susdits.

Pour extrait conforme  
Le Président du SYDED,  
Patrick CORNE

**AVENANT N°1 AU CONTRAT DE CONCESSION POUR LE SERVICE PUBLIC  
DU DEVELOPPEMENT ET DE L'EXPLOITATION DU RESEAU DE DISTRIBUTION  
D'ELECTRICITE ET DE LA FOURNITURE D'ENERGIE ELECTRIQUE  
AUX TARIFS REGLEMENTES DE VENTE**

**Modification de l'article 49 du cahier des charges de concession**

**Entre les soussignés :**

**Le Syndicat Mixte d'Énergies du Doubs (SYDED)**, autorité concédante du service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente sur son territoire, représentée par Monsieur le Président, **Patrick CORNE**, dûment habilité à cet effet par délibération du comité syndical en date du 28 mars 2025, domiciliée 33 rue Clément Marot à Besançon (25000),

désigné ci-après « **l'autorité concédante** », d'une part,

**et, d'autre part,**

- **Enedis**, gestionnaire du réseau public de distribution d'électricité, société anonyme à directoire et à conseil de surveillance au capital social de 270 037 000 euros, dont le siège social est sis 4, place de la Pyramide 92800 Puteaux, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Nanterre sous le numéro 444 608 442, représentée par Monsieur **Thierry BRAULT**, Directeur Régional Enedis d'Alsace Franche-Comté, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le 10 février 2021 par le Directoire et la Présidente du Directoire d'Enedis, faisant élection de domicile 57, rue Bersot à Besançon (25000),

désignée ci-après « **le concessionnaire** », pour la mission de développement et d'exploitation du réseau public de distribution d'électricité, ou « **le gestionnaire du réseau de distribution** »,

et

- **Electricité de France (EDF)**, société anonyme au capital de 2 084 365 041 euros ayant son siège social 22-30 avenue de Wagram - 75008 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 552 081 317, représentée par Monsieur **William LOMBARDET**, Directeur Développement Territorial Directeur, agissant en vertu des délégations de pouvoirs qui lui ont été consenties le 18 décembre 2019 par Monsieur **François GONCZI**, Directeur Commerce région EST, dûment habilité aux fins des présentes, faisant élection de domicile 34 avenue François Giroud 21077 DIJON Cedex,

désignée ci-après « **le concessionnaire** », pour la mission de fourniture d'énergie électrique aux clients bénéficiant des tarifs réglementés de vente, ou « **le fournisseur aux tarifs réglementés de vente** »,

**Ci-après désignées ensemble par « les Parties ».**

## E X P O S E

Les parties ont conclu le 14 décembre 2020, pour une durée de 30 ans, un contrat de concession pour le service public du développement et de l'exploitation du réseau de distribution d'électricité et de la fourniture d'énergie électrique aux tarifs réglementés de vente sur l'ensemble de son territoire (ci-après désigné « le Contrat de concession »), sur la base du modèle de contrat de concession annexé à l'accord-cadre national signé le 21 décembre 2017 par la FNCCR, France urbaine, Enedis et EDF.

Par avenant du 1<sup>er</sup> mai 2025, les parties audit accord-cadre ont modifié le B) de l'article 49 du cahier des charges de ce modèle de contrat de concession, de façon à mieux tenir compte des principes en vigueur, tout en respectant l'équilibre global du contrat selon les règles générales applicables aux concessions, le modèle concessif péréqué de la distribution publique d'électricité et le principe selon lequel cette indemnité ne peut pas constituer une libéralité de la part de l'autorité concédante.

Après avoir pris connaissance des modifications ainsi opérées, les Parties ont convenu de l'intérêt de les appliquer au cahier des charges du Contrat de concession.

**Cela étant exposé, il a été convenu ce qui suit.**

### ARTICLE 1<sup>er</sup> - OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 49 du cahier des charges du Contrat de concession.

### ARTICLE 2 - MODIFICATION DE L'ARTICLE 49 DU CAHIER DES CHARGES DE CONCESSION

Le B) de l'article 49 du cahier des charges du Contrat de concession est désormais rédigé comme suit :

« B) L'autorité concédante a la faculté de ne pas renouveler la concession si le maintien du service ne présente plus d'intérêt parce qu'elle juge préférable d'organiser un service nouveau, soit par suite de circonstances économiques ou techniques de caractère permanent, soit pour tenir compte des progrès de la science. L'autorité concédante doit notifier son intention de faire valoir cette faculté de ne pas renouveler la concession trois ans au moins avant son expiration.

L'autorité concédante pourra également, pour le même motif, mettre fin à la concession avant sa date d'expiration, dès lors que dix ans au moins se seront écoulés depuis le début de la concession et sous réserve d'un préavis de quatre ans adressé au concessionnaire.

Dans l'un ou l'autre cas mentionné au présent B) :

1° Le concessionnaire est tenu de remettre à l'autorité concédante les biens de retour de la concession définis à l'article 2 du présent cahier des charges en état normal de service. L'autorité concédante est subrogée vis-à-vis des tiers aux droits et obligations du concessionnaire ;

2° Dans le semestre suivant la notification ou le préavis visés ci-dessus, le concessionnaire adresse à l'autorité concédante toute information utile à cette dernière et visant à l'éclairer sur les conséquences d'un non-renouvellement ou d'une fin anticipée, et notamment :

- une estimation sincère et la plus précise possible par le concessionnaire de son indemnité, correspondant à l'ensemble des postes visés au point 3° ci-dessous et assortie de tous justificatifs ;
- la liste des contrats conclus par le concessionnaire dédiés exclusivement à l'exécution de la concession et susceptibles d'être résiliés en raison du non-renouvellement ou de la fin anticipée de la concession, étant précisé que le concessionnaire justifie la conclusion des contrats concernés.

A l'initiative de l'autorité concédante, des réunions peuvent être organisées afin que le concessionnaire apporte des compléments d'information.

A l'issue de ce premier semestre et sur la base de ces informations, l'autorité concédante notifie au concessionnaire sa décision dans un délai de six mois. Le concessionnaire actualise son estimation initiale six mois avant l'échéance de la concession.

En cas, notamment, d'écart significatif avec l'estimation initiale, l'autorité concédante se réserve le droit de renoncer à sa décision.

3° Le concessionnaire a droit à une indemnité calculée comme suit :

- En cas de non-renouvellement de la concession, cette indemnité est égale cumulativement :
  - Au titre de la restitution des biens de retour : au montant non amorti de sa participation au financement des ouvrages de la concession ;
  - Au titre de la rupture anticipée des contrats conclus par le concessionnaire en vue de l'exécution de la concession tels que visés au 2° ci-dessus : au remboursement des frais de rupture anticipée, dûment justifiés par le concessionnaire, sauf en cas de substitution de l'autorité concédante dans la poursuite de l'exécution de ces contrats.

Les éventuels autres coûts directement liés au non-renouvellement de la concession sont intégrés à l'indemnité du concessionnaire dès lors qu'ils sont dûment justifiés au plus tard à la date de la fixation finale de l'indemnité et n'ont pas été couverts ou n'ont pas vocation à être couverts par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

- En cas de fin de la concession avant sa date d'expiration, cette indemnité est égale cumulativement :
  - Au titre de la restitution des biens de retour : au montant non amorti de sa participation au financement des ouvrages de la concession ;
  - Au titre de la perte de rémunération découlant de la restitution des biens de retour : au produit des deux termes suivants :
    - La somme actualisée des valeurs nettes comptables de ces biens à chaque fin d'année jusqu'à l'échéance normale du contrat ;

*Le taux d'actualisation retenu, en référence au TURPE, est constitué du taux de rémunération des capitaux propres régulés et de la marge sur actifs.*
    - La marge sur actifs prévue par la délibération tarifaire de la Commission de régulation de l'énergie, applicable à la date de résiliation du contrat de concession ;
  - Au titre de la rupture anticipée des contrats conclus par le concessionnaire en vue de l'exécution de la concession tels que visés au 2° ci-dessus : au remboursement des frais de rupture anticipée, dûment justifiés par le concessionnaire, sauf en cas de substitution de l'autorité concédante dans la poursuite de l'exécution de ces contrats.

Les éventuels autres coûts directement liés à la fin anticipée de la concession sont intégrés à l'indemnité du concessionnaire dès lors qu'ils sont justifiés au plus tard à la date de la fixation finale de l'indemnité et n'ont pas été couverts ou n'ont pas vocation à être couverts par le tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité.

L'indemnité est versée conformément au point C ci-dessous, après notification par le concessionnaire du montant de l'indemnité réclamée accompagné des justificatifs afférents.

4° Dans le délai mentionné à l'alinéa ci-dessus, le concessionnaire restitue à l'autorité concédante le montant des amortissements constitués dans la proportion de la participation de l'autorité concédante au financement des ouvrages de la concession, complété, s'il y a lieu, du solde des provisions pour renouvellement.

5° S'agissant des biens de reprise, l'autorité concédante a la faculté de les reprendre en tout ou en partie, selon son choix, sans y être contrainte. La valeur des biens repris est fixée à l'amiable ou à dire d'experts et payée au concessionnaire au moment de la prise de possession.

Les parties peuvent choisir un expert unique. A défaut d'entente, il est fait appel à trois experts, dont un désigné par chacune des parties ; un tiers expert est désigné par les deux premiers ou, à défaut d'accord, par ordonnance du Président du Tribunal administratif compétent. »

### ARTICLE 3 - DATE D'EFFET

Le présent avenant prend effet après signature par les Parties et accomplissement par l'autorité concédante des formalités propres à le rendre exécutoire.

### ARTICLE 4 - DROITS D'ENREGISTREMENT

Le présent avenant est dispensé des droits d'enregistrement. Ces droits, s'ils étaient perçus, seraient à la charge de celle des parties qui en aurait provoqué la perception.

Fait en quatre exemplaires, reliés par le procédé Assemblact RC, empêchant toute substitution ou addition et signés seulement à la dernière page de l'avenant,

A Besançon, le

**Pour l'autorité concédante,**

**Pour le concessionnaire,**

Le Président

Le Directeur Régional Enedis  
Alsace Franche-Comté

Le Directeur de Développement  
Territorial EDF

Patrick CORNE

Thierry BRAULT

William LOMBARDET